

Rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds

Au 30 septembre 2020

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers annuels ou intermédiaires du fonds d'investissement. Vous pouvez obtenir un exemplaire des états financiers annuels ou intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 1-888-809-3333, ou en nous écrivant à Placements NordOuest & Éthiques S.E.C., 151 Yonge Street, bureau 1200, Toronto (Ontario) M5C 2W7 ou en visitant notre site Web à www.placementsnei.com ou celui de SEDAR à www.sedar.com.

Les porteurs de parts peuvent aussi communiquer avec nous, de l'une ou l'autre de ces façons, pour obtenir un exemplaire des politiques et des procédures de vote par procuration du fonds d'investissement, du rapport des votes par procuration ou de l'information trimestrielle sur les portefeuilles.

Analyse du rendement par la direction

Objectif et stratégies de placement

Le Fonds a pour objectif de placement de générer une plus-value du capital à long terme et des revenus en investissant dans une combinaison de titres, dont des FNB. La composition de l'actif du Fonds peut varier au fil du temps pour refléter les perspectives du gestionnaire du Fonds à l'égard de chaque catégorie d'actifs.

Risques

Les risques liés à un placement dans le Fonds demeurent les mêmes que ceux indiqués dans le prospectus simplifié. Le Fonds convient aux investisseurs qui visent le moyen terme et dont le niveau de tolérance au risque est de faible à moyen. Tout changement apporté au Fonds n'a pas eu d'incidence sur son niveau de risque global.

Résultats

Pour les douze mois clos le 30 septembre 2020, les parts de série I du Mandat NEI répartition d'actifs sous gestion ont dégagé un rendement de 6,62 %, comparativement à un rendement de 8,67 % pour l'indice de référence décrit ci-après.

Contrairement à celui de l'indice de référence, les rendements du Fonds sont établis après déduction des frais et charges payés par le Fonds. L'écart de rendement entre les séries de parts est principalement attribuable aux frais de gestion imputés à chaque série. Consultez la section « Rendement passé » pour connaître le détail des rendements par série.

L'indice de référence mixte est composé à 25 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada, à 25 % de l'indice Bloomberg Barclays Global Aggregate (couvert en \$ CA) et à 50 % de l'indice MSCI ACWI NR (\$ CA).

La valeur liquidative du Fond est passée de 14 127 989 \$ au 30 septembre 2019 à 104 970 655 \$ au 30 septembre 2020, en hausse de 643,00 % pour la période. Cette variation de l'actif net est attribuable aux opérations des porteurs de parts, qui ont totalisé un montant net de 87 156 354 \$, et aux opérations de placement de 3 686 312 \$, y compris la plus-value (moins-value) du marché, les revenus et les dépenses.

Facteurs ayant influé sur le rendement

Au cours de la période de 12 mois close le 30 septembre 2020, les marchés boursiers mondiaux ont inscrit un gain de 11,39 %, mesuré par l'indice MSCI Monde (\$ CA), tandis que l'indice Bloomberg Barclays Global Aggregate (couvert en \$ CA) a dégagé un solide rendement de 3,88 %. Le quatrième trimestre de 2019 s'est amorcé sur fond de craintes récessionnistes qui étaient au plus fort. Les banques centrales mondiales ont réagi avec des politiques monétaires souples, renforçant les attentes de relance. Au premier trimestre de 2020, l'élan de l'économie a été stoppé par la pandémie de coronavirus (COVID-19), qui a rapidement déclenché une panique sur les marchés mondiaux.

Le mois de février a été marqué par une vague mondiale de mesures de confinement alors que le nombre de cas d'infection a commencé à augmenter d'abord en Chine, puis en Corée du Sud, en Iran et en Italie, et enfin aux États-Unis. Tentant de freiner la propagation de la COVID-19, de nombreux gouvernements ont pris la décision de fermer les frontières et de mettre en pause les activités non essentielles de l'économie. Le confinement des gens à domicile et la fermeture des entreprises et commerces ont ainsi imposé un double choc à l'économie mondiale, fragilisant à la fois l'offre et la demande. Les décideurs politiques du monde entier ont annoncé des mesures de relance plus importantes que les programmes mis en œuvre après la grande crise financière, afin d'éviter que la crise des liquidités ne se transforme en crise de solvabilité. Plus de 10 billions de dollars ont été consacrés à la relance économique en deux mois seulement. En outre, les injections de liquidités par les banques centrales et les mesures d'assouplissement quantitatif pratiquement illimitées annoncées à l'échelle mondiale ont permis de stabiliser grandement les marchés.

En raison de l'ampleur des mesures de relance budgétaire et monétaire, de l'amélioration de l'activité commerciale, de l'aplatissement de la courbe des cas de COVID-19 et de la réouverture progressive des économies, les marchés se sont montrés très enthousiastes quant à la reprise éventuelle au cours de l'été. L'activité économique mondiale a continué à rebondir pendant l'été, mais de plus en plus de signes montraient que la tendance à enregistrer des données positives commençait à s'estomper. Une deuxième vague de COVID-19 semblait se concrétiser, l'augmentation du nombre de cas ayant entraîné un retour en arrière en ce qui concerne certaines mesures de réouverture des marchés en septembre.

Par suite de l'éclosion du coronavirus, la Réserve fédérale américaine a abaissé son taux, le ramenant au niveau en vigueur après la crise de 2008, et a annoncé une quatrième série de mesures d'assouplissement quantitatif visant non seulement les titres de créance du Trésor des États-Unis et des organismes gouvernementaux américains, mais aussi les obligations de sociétés et même les obligations à rendement élevé de sociétés notées BB. Le gouvernement américain a adopté la CARES Act, qui contient des mesures d'allègement fiscal de 2 billions de dollars pour les particuliers, les entreprises et les organismes gouvernementaux dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

La première série de mesures de stimulation a pris fin à la fin de juillet et le président Donald Trump a promulgué un décret présidentiel pour prolonger les prestations d'assurance emploi à un taux réduit. Le Congrès n'est pas parvenu à un accord sur le prochain plan de relance, les républicains et les démocrates n'ayant pu se mettre d'accord sur l'ampleur des mesures à mettre en œuvre. Au cours de l'été, la Réserve fédérale a fait connaître son nouveau cadre stratégique visant l'instauration d'un taux d'inflation moyen cible. Pour contrer le taux d'inflation inférieur à la cible pendant la majeure partie de la dernière décennie, la Réserve fédérale est déterminée à tolérer un taux d'inflation supérieur à l'objectif des 2 % pendant un certain temps. Le rendement de l'indice S&P 500 (\$ CA) a augmenté de 16,17 % au cours de la période, et les obligations, qui étaient perçues comme un havre sûr, ont permis à l'indice Bloomberg Barclays US Aggregate (couvert en \$ CA) de dégager un rendement de 6,76 %.

Comme si le fait d'affronter la pandémie de COVID-19 ne suffisait pas, le Canada a été aux prises au premier trimestre de 2020 avec l'une des pires crises pétrolières de l'histoire. Devant mener un combat sur deux fronts, la Banque du Canada a mis en place, pour la première fois, son propre programme d'assouplissement quantitatif en plus d'abaisser ses taux d'intérêt à un bas niveau historique.

Alors que les mesures de relance prenaient fin, la nouvelle ministre des Finances Chrystia Freeland a annoncé l'ajout d'un montant de 37 milliards de dollars pour prolonger la prestation canadienne d'urgence ainsi qu'un plan de transition vers un programme d'assurance-emploi modifié. Les mesures de la ministre des Finances ont été expliquées lors du discours du Trône, au cours duquel le programme législatif du gouvernement libéral a été présenté. Le message le plus important était que l'heure n'était pas à l'austérité. Le rendement de l'indice composé S&P/TSX a reculé de 0,03 %, et celui de l'indice des obligations universelles FTSE Canada a augmenté de 7,08 % en raison du virage vers les valeurs sûres.

La Banque centrale européenne a fait l'objet d'un changement de garde en novembre 2019, l'ancienne directrice générale du Fonds monétaire international Christine Lagarde en étant devenue la présidente au terme du mandat de l'ancien président, Mario Draghi. Alors que la COVID-19 s'est propagée partout dans le monde, l'Italie (un des premiers pays atteints et également un des plus durement touchés), l'Espagne, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont été dévastés par le virus, situation qui a nécessité leur mise en confinement.

Au cours de l'été, l'Union européenne est parvenue à un accord sur un plan de relance de 750 milliards d'euros. Il s'agit d'un accord historique pour la région des 27 pays, car ce plan comprend l'émission de titres de créance collectifs par l'Union européenne (et non par des nations individuelles), ainsi que l'octroi de subventions de 390 milliards d'euros et de prêts à faible taux d'intérêt de 360 milliards d'euros. À la fin de l'été, l'Europe est devenue l'épicentre mondial de la deuxième vague du coronavirus avec une recrudescence des cas en Espagne, en France et en Italie. La recrudescence de la contagion a entraîné un certain retour en arrière en ce qui a trait aux mesures de réouverture. Le rendement de l'indice MSCI Europe (\$ CA) a progressé de 0,09 %, tandis que celui de l'indice MSCI Japon (\$ CA) a augmenté de 7,86 % au cours de la période.

À la suite de l'écllosion de COVID-19, la Chine a prolongé le congé du Nouvel An lunaire et interdit les voyages dans certaines villes. Toutefois, devant la propagation du virus, la Chine a dû imposer un confinement général. Grâce à ses mesures de confinement strictes, la Chine a pu éliminer le virus et revenir à la normale plus rapidement que les pays occidentaux. Au cours de l'été, la Chine a continué à mener la reprise économique, les indicateurs du PMI étant repassés au-dessus de 50, les bénéfices des sociétés du secteur des produits industriels ayant augmenté et le trafic automobile dans les grandes villes se rapprochant des niveaux d'avant la pandémie. L'adoption par Beijing de la loi sur la sécurité nationale pour Hong Kong a fait frémir les pays occidentaux, alors que les discussions relatives aux sanctions et autres formes de représailles se sont intensifiées. Les tensions entre les États-Unis et la Chine se sont également intensifiées lorsque le président Trump a menacé d'imposer de nouvelles taxes aux entreprises américaines qui créent des emplois à l'étranger ou qui font des affaires avec la Chine. Le rendement de l'indice MSCI EM (\$ CA) a progressé pour s'établir à 11,52 % au cours de la période.

Événements récents

Les investisseurs sont de plus en plus préoccupés par la hausse des cas d'infection au coronavirus, les retards dans la mise en œuvre de la prochaine série de mesures budgétaires américaines et l'incertitude entourant les élections américaines (avant et après celles-ci). Après sa plus forte remontée sur 5 mois en 80 ans, l'indice S&P 500 a reculé de 3,8 % en monnaie locale en septembre, du fait surtout du secteur des technologies. Nous sommes toujours d'avis que la reprise économique mondiale se poursuivra malgré les difficultés, ce qui signifie que nous devrions privilégier les actions par rapport aux titres à revenu fixe pour le reste de l'année et en 2021. En outre, malgré le récent élargissement des écarts de taux lié à la volatilité des actions, les évaluations demeurent attrayantes par rapport à celles des obligations d'État.

À notre avis, la deuxième vague de coronavirus partout dans le monde ne devrait que retarder la reprise économique mondiale, et non la faire dérailler. En effet, le taux de mortalité semble être beaucoup plus faible cette fois-ci, ce qui signifie également qu'il est peu probable que nous assistions à un arrêt complet de l'économie mondiale comme ce fut le cas lors de la première vague. Nous prévoyons que la volatilité à court terme se poursuivra et nous ne serions pas surpris de voir une évolution latérale des marchés d'ici la conclusion des élections américaines et l'élaboration du prochain projet de loi de relance budgétaire aux États-Unis. Dans l'un ou l'autre de ces cas, les marchés boursiers pourraient réagir fortement aux nouvelles. Afin d'éviter tout affaiblissement possible à court terme, nous avons accru notre appétit pour le risque en prévision d'un rendement supérieur des actions jusqu'en 2021.

L'économie canadienne devrait connaître une croissance solide au troisième trimestre. Le PIB de juillet a augmenté de 3 %, tandis que l'estimation préliminaire de Statistique Canada prévoit une augmentation de 1 % en août. Toutefois, compte tenu de l'augmentation récente des cas de coronavirus et du renforcement des restrictions dans les grandes zones métropolitaines comme celles du Grand Toronto et du Grand Vancouver, il n'est pas certain que le dynamisme du marché soit maintenu au quatrième trimestre. Comme le montre le graphique ci-dessous, la croissance mensuelle du PIB a atteint un sommet en juin, lors de la réouverture de l'économie, mais elle est en baisse depuis. Sans mesures de soutien supplémentaires, l'économie canadienne se retrouvera dans une situation précaire. Les frontières resteront fermées à l'immigration et aux touristes jusqu'au 31 octobre et probablement plus tard. Les ménages sont actuellement aux prises avec des niveaux d'endettement presque records, qui sont très élevés par rapport à ceux des ménages des autres pays du G7. Heureusement, dans le discours du Trône de septembre, le gouvernement a exposé des intentions claires de mettre en œuvre de nouvelles mesures budgétaires, notamment le financement d'initiatives écologiques, le soutien aux secteurs du voyage, du tourisme et de l'hôtellerie qui sont durement touchés et un engagement à soutenir le marché du travail et les petites entreprises pendant cette crise « aussi longtemps que la crise durera, en prenant les mesures qui s'imposeront ». Comme toujours, le diable se cache dans les détails, et nous surveillerons de près la mise à jour budgétaire qui devrait être publiée plus tard cette année. Comme nous l'avons tous observé au cours de ces derniers mois, les marchés boursiers et l'économie ne sont pas toujours étroitement liés. Nous avons maintenu une position neutre dans les actions canadiennes par rapport aux actions mondiales. Pour tracer une perspective plus positive du marché canadien, il faudrait que nous voyions des signes d'une reprise mondiale plus importante. L'indice composé S&P/TSX est exposé à environ 70 % aux secteurs cycliques, ce qui représente plus du double que l'exposition de l'ensemble du marché mondial.

À notre avis, l'orientation du marché à court terme sera modulée principalement par les décisions prises aux termes de la prochaine loi fiscale américaine et en fonction de l'issue de l'élection. Les prestations d'assurance salaire ont pris fin en juillet alors que près de 30 millions de chômeurs recevaient encore des prestations. Il est important que la situation financière des consommateurs soit relativement solide, car ils représentent 68 % du PIB américain, soit la plus forte proportion de tous les pays du G20. Le National Bureau of Economics estime que la suppression du supplément de 600 \$ US par semaine versé en vertu de la CARES Act réduirait de 44 % les dépenses de consommation à l'échelle locale. Et la faiblesse persistante de la demande ne ferait que ralentir davantage la reprise économique. Nous sommes convaincus qu'il s'agit de déterminer « quand » le prochain plan de mesures budgétaires sera mis en œuvre, et non « si » un tel plan sera déployé. Toutefois, à mesure que les jours passent, le risque qu'aucune loi fiscale ne soit adoptée avant l'élection est bien réel, les sénateurs républicains étant plutôt rapides à rejeter tout projet de loi présenté par les démocrates à la Chambre des représentants. Au total, il faut s'attendre à ce que la volatilité demeure en place au moins jusqu'à l'élection américaine, mais peut-être bien après. Toutefois, la situation à long terme reste positive pour les actions américaines. La mise à jour du graphique par points de la Réserve fédérale place les taux à un niveau proche de zéro jusqu'en 2023 au moins, et combinée à un objectif d'inflation moyenne, laisse prévoir une politique monétaire extrêmement conciliante. Pendant cette période de volatilité, l'exposition au dollar américain permet souvent de compenser utilement la faiblesse du marché boursier. À plus long terme, on peut s'attendre à une nouvelle faiblesse du dollar américain en raison de la politique conciliante de la Réserve fédérale qui élimine pratiquement tout différentiel de taux d'intérêt, d'un éventuel rebond cyclique de l'économie, ainsi que de l'émission abondante de titres de créances libellés en dollars américains résultant de la politique budgétaire.

Le nombre de cas de coronavirus continue d'augmenter en Europe, en Amérique du Sud et dans certaines régions d'Asie. Des restrictions plus strictes ont déjà été imposées en Autriche, en France, en Espagne et au Royaume-Uni. Ces nouvelles mesures de confinement se reflètent dans l'indice des directeurs d'achats du secteur des services de la zone euro de septembre, qui a chuté sous la barre des 50, tandis que l'indice des directeurs d'achats du secteur manufacturier reste fermement au-dessus de 50, et même augmente. La politique monétaire demeure très accommodante, et nous continuons à constater qu'elle est correctement coordonnée avec la politique budgétaire. La Banque centrale européenne a déclaré que les risques de déflation se sont dissipés depuis juin. Les dernières négociations au sujet de l'accord commercial entre le Royaume-Uni et l'Union européenne sont en cours et, cette fois, la pression est à son comble. Les dispositions transitoires établies à la suite de la sortie du Royaume-Uni hors de l'Union européenne au début de l'année viendront à échéance le 31 décembre. Le gouvernement britannique, qui souffre déjà de la pandémie, estime qu'une nouvelle baisse de 7,7 % de la production sera enregistrée au cours des 15 prochaines années si les relations commerciales avec l'Union européenne venaient à prendre fin de manière désordonnée. La Banque d'Angleterre a indiqué assez clairement qu'elle pourrait envisager de réduire les taux d'intérêt sous zéro. Étant donné l'augmentation des cas de coronavirus dans de nombreuses régions du monde, nous ne croyons pas que les marchés internationaux soient dans une situation nettement plus mauvaise. Néanmoins, si la situation devait se détériorer, notre surpondération en actions internationales serait ramenée à un niveau neutre.

Comité d'examen indépendant

Le mandat de Lawrence Ward s'est terminé le 30 septembre 2019. M Ward siégeait avec distinction au comité d'examen indépendant (CEI) depuis 2007. Après avoir consulté le gestionnaire, le CEI a décidé de remplacer M. Ward par M^{me} Michele McCarthy. M^{me} McCarthy a été nommée le 6 novembre 2019 pour un mandat de trois (3) ans. M^{me} Marie Rounding a été nommée présidente du CEI le 6 novembre 2019.

Opérations entre apparentés

Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« PNE SEC ») est le gestionnaire, le fiduciaire, le gestionnaire du Portefeuille et l'agent chargé de la tenue des registres du Fonds. Le commandité de PNE SEC, Placements NordOuest & Éthiques Inc., est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso Inc. (« Aviso »). Aviso est aussi l'unique commanditaire du gestionnaire. Aviso est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso S.E.C., qui est elle-même détenue à 50 % par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite appartenant à cinq centrales de crédit coopératives provinciales et à Groupe CUMIS limitée. Desjardins Holding financier inc. est une filiale en propriété exclusive de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (« Fédération »).

PNE SEC impute des frais d'administration fixes au Fonds au lieu de certaines charges variables. En contrepartie, PNE SEC s'acquitte de toutes les charges d'exploitation du Fonds, à l'exception de certains coûts spécifiques (par exemple, les frais et les charges du comité d'examen indépendant, les taxes, les impôts et les courtages), y compris les paiements aux parties liées. Ces services sont offerts dans le cours normal des activités et sont évalués à une valeur d'échange similaire à celle utilisée pour les autres parties indépendantes. Fiducie Desjardins Inc. est le dépositaire du Fonds. Fiducie Desjardins Inc. est une filiale en propriété exclusive de la Fédération. Le Fonds peut effectuer des opérations de prêt de titres et de mise en pension de titres, et Fiducie Desjardins Inc. peut agir à titre d'agent de prêt de titres et de mise en pension de titres du Fonds. Le revenu tiré de ces opérations est réparti entre le Fonds et l'agent à raison de 60 % et 40 %, respectivement. Valeurs Mobilières Desjardins inc. (VMD) est un courtier en valeurs qui effectue, pour le compte du Fonds, des opérations sur ses titres en portefeuille. VMD est une filiale en propriété exclusive de la Fédération.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des charges à payer au gestionnaire à la fin de la période. S'il y a lieu, les commissions versées par le Fonds à VMD et les montants reçus des fonds sous-jacents gérés par PNE SEC au cours de la période sont également présentés.

	Septembre 2019	Septembre 2020
Frais à payer au gestionnaire du Fonds	7	866

Les sous-conseillers du Fonds peuvent confier certaines des opérations du Fonds à des sociétés de courtage membres du groupe de PNE SEC, à condition que les compétences de ces sociétés membres du groupe en matière d'exécution d'opérations et leurs coûts soient semblables à ceux de sociétés de courtage admissibles non membres du groupe.

Le Fonds n'est actuellement distribué que par NEI sur le marché dispensé.

PNE SEC a constitué un CEI pour le Fonds, comme l'exige le *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement*, pour qu'il examine les conflits d'intérêts qui surviennent dans le cadre de la gestion des fonds de placement. Le Fonds ne s'est appuyé sur aucune approbation, recommandation favorable ou instruction permanente du CEI du Fonds dans le contexte des opérations entre parties liées.

Le présent document comporte des énoncés prospectifs. Ces énoncés se caractérisent par l'utilisation d'expressions comme « planifier », « prévoir », « avoir l'intention de », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions semblables. Les énoncés prospectifs comportent des risques et des incertitudes connus et inconnus ainsi que d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels, les niveaux d'activité et les réalisations diffèrent grandement de ceux formulés, implicitement ou explicitement, dans ceux-ci. Ces facteurs comprennent notamment la conjoncture économique, les conditions commerciales et de marché, la fluctuation du cours des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que les mesures prises par les autorités gouvernementales. Il se peut que les événements futurs et leurs effets sur le Fonds ne soient pas les mêmes que ceux que nous avons prévus. Les résultats réels peuvent différer grandement des résultats projetés dans ces énoncés prospectifs. Nous ne prenons pas l'engagement de mettre à jour ou de revoir tout énoncé prospectif en fonction de nouveaux renseignements, de faits nouveaux ou d'autres facteurs, et nous nous libérons expressément de toute obligation à cet effet.

Faits saillants financiers

Les tableaux ci-dessous présentent les principales données financières concernant le Fonds et ont pour objet de vous aider à comprendre les résultats financiers du Fonds pour la période, le cas échéant.

Actif net par part⁽¹⁾

Série	Période	Actif net au début de la période	Augmentation (diminution) liée à l'exploitation					Distributions						Actif net à la fin de la période	
			Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés	Gains (pertes) non réalisés	Augmentation (diminution) totale liée à l'exploitation ⁽²⁾	Revenu de placement (sauf les dividendes)	Dividendes	Provenant de fonds sous-jacents	Gains en capital	Remboursement de capital	Distributions totales ^(3, 4)		
I	Sept. 2020	10,03	0,20	-0,03	-0,24	0,69	0,62	0,00	0,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,17	10,52
	Sept. 2019	10,00	0,07	-0,01	-0,04	0,03	0,05	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03	10,03

1) Toutes les données par part présentées en 2020 se rapportent à l'actif net établi conformément aux IFRS et proviennent des états financiers annuels audités du Fonds pour la période close le 30 septembre 2020.

2) L'actif net et les distributions sont fonction du nombre réel de parts en circulation au moment considéré. L'augmentation ou la diminution attribuable à l'exploitation est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période à l'étude.

3) Les distributions ont été payées en trésorerie ou réinvesties en parts additionnelles du Fonds.

4) Les distributions (le cas échéant) qui auraient pu être effectuées et qui reflétaient un remboursement de capital excédant les gains à court terme visaient à réduire toute perturbation et à procurer de la stabilité aux investisseurs qui ont choisi de recevoir leurs distributions en espèces, comme il est indiqué dans le prospectus simplifié. Ces montants sont passés en revue à la fin de chaque année civile. Les membres de la direction et le sous-conseiller en discutent dans le but de déterminer la stratégie la plus appropriée à l'avenir et ils prennent les mesures nécessaires pour assurer la stabilité à long terme du Fonds.

Ratios et données supplémentaires

Série	Période	Valeur liquidative totale (en milliers de \$)	Nombre de parts en circulation (en milliers)	Ratio des frais de gestion (%) ⁽¹⁾	Ratio des frais de gestion avant renoncations et prises en charges (%)	Ratio des frais d'opérations (%) ⁽²⁾	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁽³⁾	Valeur liquidative par part (\$)
I	Sept. 2020	104 970,66	9 981,68	s. o.	s. o.	0,03	84,29	10,52
	Sept. 2019	14 127,99	1 408,33	s. o.	s. o.	0,07	28,47	10,03

1) Le ratio des frais de gestion est établi d'après le total des charges (compte non tenu des commissions et des autres frais d'opérations de portefeuille, ainsi que des retenues d'impôt) de la période indiquée et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative quotidienne moyenne au cours de la période.

2) Le ratio des frais d'opérations représente le total des commissions et autres frais d'opérations du Fonds et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne au cours de la période.

3) Le taux de rotation du portefeuille indique dans quelle mesure le sous-conseiller du Fonds gère activement les placements de celui-ci. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation au cours d'une période donnée est élevé, plus les frais d'opérations payables par le Fonds sont élevés au cours de ladite période, et plus il est probable qu'un porteur réalise des gains en capital imposables au cours de la période. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion, de la supervision et de l'administration du Fonds. Le Fonds ne paie pas de frais de gestion pour la série I. Les porteurs de parts de série I paient des frais négociés directement avec Placements NEI.

En plus des frais et charges à payer directement par le Fonds, certains fonds sous-jacents tiers pourraient avoir leurs propres frais et charges à payer. Le Fonds prend en charge indirectement sa quote-part de ces frais et charges. Toutefois, le Fonds ne paye aucuns frais de gestion ou autres charges semblables que, de l'avis du gestionnaire, une personne raisonnable pourrait considérer comme un dédoublement des frais à payer par un fonds sous-jacent pour le même service.

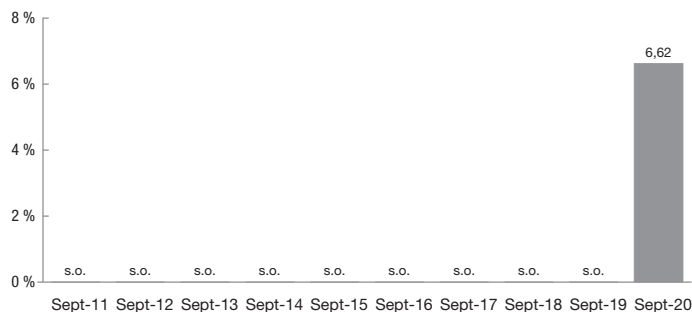
Rendement passé

Les tableaux et graphiques suivants présentent le rendement passé de chaque série de parts du Fonds et ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement du Fonds dans l'avenir. Les données présentées supposent que toutes les distributions versées par le Fonds au cours des périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles des séries visées de celui-ci. Ces données ne tiennent pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution ou d'autres frais facultatifs qui auraient pour effet de réduire le rendement.

Rendement annuel

Les diagrammes suivants font état du rendement annuel de chaque série de parts du Fonds pour chaque exercice indiqué et illustrent les écarts de rendement du Fonds d'un exercice à l'autre. Les diagrammes montrent les variations à la hausse ou à la baisse du rendement d'un placement entre le premier et le dernier jour de chaque exercice.

Série I



Rendements annuels composés

Le tableau suivant présente les rendements annuels composés de toutes les séries du Fonds. Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, en fonction du rendement total, et après déduction des charges. Aux fins de comparaison, les rendements de l'indice de référence sont inclus.

L'indice de référence mixte est composé à 25 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada, à 25 % de l'indice Bloomberg Barclays Global Aggregate (couvert en \$ CA) et à 50 % de l'indice MSCI ACWI NR (\$ CA).

L'indice des obligations universelles FTSE Canada permet de mesurer le rendement de l'ensemble du marché canadien des titres à revenu fixe de première qualité. Les rendements sont calculés quotidiennement et sont pondérés selon la capitalisation boursière, de façon que le rendement d'une obligation influe sur le rendement de l'indice proportionnellement à la valeur marchande de l'obligation. L'indice comprend quatre grandes catégories de titres d'emprunt ou d'emprunteurs : obligations émises par le gouvernement du Canada (y compris les sociétés d'État), obligations provinciales (dont les titres garantis à l'échelle provinciale), obligations municipales et obligations de sociétés.

L'indice Bloomberg Barclays Global Aggregate mesure des titres de créance mondiaux de qualité provenant de marchés libellés en monnaie locale. Cet indice à devises multiples comprend des bons du Trésor et des titres d'organismes associés au gouvernement et de sociétés ainsi que des obligations à taux fixe titrisées d'émetteurs établis sur des marchés développés et émergents. Il s'agit d'un indice couvert en dollars canadiens.

L'indice MSCI ACWI est conçu pour refléter le rendement des sociétés à grande et à moyenne capitalisation de pays développés et de pays émergents. Il s'agit d'un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière rajusté en fonction du flottant.

Même si le Fonds utilise l'indice de référence à des fins de comparaison du rendement à long terme, il ne cherche pas à reproduire la composition de l'indice. Par conséquent, il peut y avoir des périodes pendant lesquelles le rendement du Fonds ne correspond pas à celui de l'indice, et l'écart peut être positif ou négatif. Veuillez vous reporter à la rubrique « Résultats » du présent rapport pour obtenir des précisions sur les résultats les plus récents.

Groupe/placement	1 an (%)	3 ans (%)	5 ans (%)	10 ans (%)	Depuis la création* (%)
25 % indice des obligations universelles FTSE Canada, 25 % indice Bloomberg Barclays Global Aggregate (couvert en \$ CA), 50 % indice MSCI ACWI NR (\$ CA)	8,67	s. o.	s. o.	s. o.	7,87
Mandat NEI répartition d'actifs sous gestion, série I	6,62	s. o.	s. o.	s. o.	5,96

* Les rendements depuis la création ne sont pas indiqués pour les séries dont la date de lancement remonte à plus de 10 ans.

FTSE Global Debt Capital Markets Inc. (« FDCM »), FTSE International Limited (« FTSE »), le groupe d'entreprises London Stock Exchange (la « Bourse »). FDCM et conjointement avec FTSE et la Bourse (les « concédants de licence »). Les concédants de licence ne donnent aucune garantie ni ne font aucune déclaration expresse ou implicite, que ce soit concernant les résultats susceptibles d'être obtenus à la suite de l'utilisation de l'indice des obligations universelles FTSE Canada (l'« indice ») et/ou la valeur qu'affiche cet indice à un moment donné. L'indice est compilé et calculé par FDCM, et tous les droits sur les valeurs et les composantes sont dévolus à FDCM. Aucun des concédants de licence ne saurait être responsable (par suite de négligence ou autrement) envers une personne quelconque à l'égard d'une erreur touchant l'indice, et aucun des concédants de licence n'est tenu à une obligation d'aviser toute personne d'une erreur qui s'y trouve.

« FTSE® » est une marque de commerce de FTSE International Limited au Canada et à Taïwan et du groupe d'entreprises London Stock Exchange ailleurs dans le monde, que FDCM utilise sous licence.

MSCI et tout autre tiers ayant participé à la collecte, au calcul ou à la création des données de MSCI (les « entités MSCI ») ne font aucune déclaration et ne donnent aucune garantie, expresse ou implicite, à l'égard de ces données (ou des résultats qu'obtiendra quiconque utilise ces données), et les entités MSCI ne donnent aucune garantie concernant l'originalité, l'exactitude, l'exhaustivité, la qualité marchande ou l'adaptation à une fin particulière de ces données. Sans restreindre la portée de ce qui précède, en aucun cas MSCI, ses filiales ou tout autre tiers ayant participé à la collecte, au calcul ou à la création des données ne pourront être tenus responsables de tous dommages directs, indirects, particuliers, punitifs ou consécutifs ou de tout autre dommage (y compris un manque à gagner) même si ils sont informés de la possibilité de pareils dommages. Aucune autre distribution ni diffusion des données de MSCI n'est autorisée sans le consentement écrit de MSCI.

Le rendement des indices mixtes est calculé par Placements NEI d'après les valeurs indicielles de clôture des indices sous licence de MSCI (« données de MSCI »). Pour éviter toute ambiguïté, MSCI n'agit pas à titre d'« administrateur » de l'indice de référence pour les rendements des indices mixtes, ni de « contributeur », « demandeur » ou « contributeur supervisé » des rendements des indices mixtes, et les données de MSCI ne sont pas considérées comme étant une « contribution » ou « demande » à l'égard des rendements des indices mixtes, au sens des lois, des règles, des règlements ou des normes internationales applicables. Les données de MSCI sont fournies « telles quelles », sans déclaration ou garantie, et ne peuvent pas être copiées ni diffusées. MSCI ne fait aucune déclaration quant à la pertinence d'un placement ou d'une stratégie ni ne commandite, promeut, émet, vend ou autrement recommande ou approuve aucun placement ou stratégie, et ne garantit, n'émet, ne vend, n'appuie et ne recommande aucun placement ni aucune stratégie (y compris toute stratégie ou tout produit financier fondé sur les modèles, les analyses ou les données de MSCI, ou tout autre matériel ou renseignement) ni n'en fait la promotion.

Aperçu du Fonds au 30 septembre 2020

Valeur liquidative totale : 104 970 655 \$

Principaux titres		%
1	SPDR S&P 500 ETF Trust	36,0
2	FINB BMO obligations totales	17,9
3	iShares Core MSCI EAFE ETF	16,8
4	Vanguard Total Bond Market ETF	12,0
5	iShares Core MSCI Emerging Markets ETF	6,0
6	Vanguard Total International Bond ETF	5,0
7	SPDR Gold Trust ETF	3,5
8	iShares Gold Bullion ETF	1,3
9	iShares Core S&P/TSX Capped Composite Index ETF	1,0
10	Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,5
Total		100,0

Répartition de la valeur liquidative		%
Part de fiducie		99,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie		0,5
Total		100,0

Répartition sectorielle		%
Titres indiciels		99,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie		0,5
Total		100,0

Répartition géographique		%
États-Unis		79,3
Canada		20,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie		0,5
Total		100,0

L'aperçu du Fonds peut changer en raison des opérations effectuées par le Fonds. Des mises à jour sont disponibles chaque trimestre.

Siège social

1200-151, rue Yonge
Toronto (Ontario)
Canada M5C 2W7

Tél. : 416-594-6633 | Téléc. : 416-594-3370

Tél. sans frais : 1-888-809-3333